Session de 2007

Genève, 19-22 juin 2007

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption de l'ordre du jour

**Application et mise en œuvre du droit international humanitaire
en vigueur dans le cas de munitions particulières susceptibles
de devenir des restes explosifs de guerre, l'accent étant mis
en particulier sur les munitions en grappe, notamment sur les
facteurs qui influent sur leur fiabilité et sur leurs caractéristiques
techniques et de conception, en vue de réduire autant que faire
se peut l'impact humanitaire qu'entraîne l'emploi de ces munitions**

**ASPECTS JURIDIQUES DES MUNITIONS EN GRAPPE – CADRE POSSIBLE
POUR L'APPLICATION DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE –
PROJETS DE PROPOSITIONS**

Communication du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

1. L'emploi de la force militaire est régi par le droit international humanitaire. La législation est bien établie, mais il est peut-être souhaitable d'étudier les moyens de renforcer le respect de ce droit dans le cadre de l'emploi de la force militaire, notamment lorsque des munitions en grappe sont utilisées.
2. La voie à suivre à cet égard pourrait être fondée sur un cadre qui contribuerait à renforcer l'application du droit international humanitaire. Pour ce qui est des munitions en grappe, on notera qu'aucune législation ne régit expressément leur emploi; la législation existante régit en fait l'emploi de toutes les armes, y compris les munitions en grappe.
3. Comment un cadre pourrait-il aider les militaires à appliquer la législation de manière plus cohérente? Il existe un lien direct entre la législation, telle qu'elle est exprimée dans les principes du droit international humanitaire, et l'application de la force. Un certain nombre de phases doivent être considérées pour établir des liens entre la législation elle-même et son application lors d'un conflit. Les phases mentionnées ci-après couvrent les volets qui contribueront au respect du droit international humanitaire. Dans la plupart des cas, ces phases n'appellent pas de commentaires particuliers, mais il est utile de les rappeler. Si elles étaient adoptées, l'emploi de la force, quel que soit le système d'armes considéré, y compris les munitions en grappe, pourrait être plus mûrement réfléchi et plus cohérent.

Cadre éventuel

4. Les phases à inclure dans un [projet de] cadre pourraient être les suivantes:
- i) Déterminer les principes applicables du droit international humanitaire relatifs à l'emploi de la force militaire et de l'arme spécifique considérée;
 - ii) Déterminer la légalité de l'arme considérée en procédant à un examen sur le plan du droit;
 - iii) Veiller à ce que la doctrine militaire soit conforme à la législation pertinente;
 - iv) Adopter un manuel de droit international humanitaire (autrement dit, de droit des conflits armés) à l'intention des militaires;
 - v) Veiller à ce que ceux qui planifient les opérations militaires tiennent compte de la législation pertinente;
 - vi) Avoir une procédure de désignation des objectifs réalisée par du personnel formé en vue de l'établissement, pour cette désignation, d'une directive approuvée par les autorités politiques et législatives;
 - vii) Veiller à ce que des règles d'engagement adéquates, approuvées par les autorités politiques et législatives appropriées, soient en vigueur;
 - viii) Dispenser une formation à tout le personnel militaire en matière de droit international humanitaire et de règles d'engagement pour s'assurer qu'il comprend et remplit les obligations humanitaires et juridiques;
 - ix) Veiller à ce que des conseils juridiques puissent être donnés dans toutes les phases appropriées mentionnées ci-dessus, y compris pour la formation et les opérations;
 - x) Disposer dans le cadre du droit interne d'un mécanisme de mise en œuvre adapté pour enquêter sur les violations du droit international humanitaire et lutter contre elles.

Voie à suivre proposée

5. Les phases mentionnées ci-dessus devraient aider à faire face à un volet important des préoccupations humanitaires et, si elles étaient appliquées universellement, elles auraient des effets positifs concrets sur les personnes vivant dans les zones de conflit. Elles aideraient le personnel militaire à comprendre ses obligations humanitaires et à appliquer la législation de manière cohérente dans les situations de combat. Il ne faudrait pas sous-estimer l'importance d'une formation solide, complète et pertinente en matière de droit international humanitaire parce que les jeunes soldats qui se retrouvent dans des situations de combat effrayantes et stressantes ont besoin de cette formation approfondie pour agir dans le respect de la législation. Ceci vaut aussi pour les commandants qui sont chargés d'ordonner l'emploi de la force.

6. Une voie à suivre pourrait être de promouvoir un cadre universellement acceptable pour aider les États et leurs forces armées à appliquer la législation. Un tel cadre pourrait servir de base à un guide général des pratiques optimales, établi à partir de ces 10 phases pour faciliter la formation et la conduite des opérations.